N° 666. VENDREDI 9 MAI 1862. 8me année

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.
ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 » francs par an. » » 14 » » six mois. » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE, BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER et Cie, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

8 mai 1862.

D'après une correspondance de Paris au *Nouvelliste de Rouen*, on s'occupe toujours beaucoup du prochain départ pour Naples du prince Napoléon. Un grand nombre de visiteurs appartenant à l'aristocratie, à la diplomatie et à l'armée, se font inscrire au Palais-Royal ou obtiennent des audiences de Son Altesse Impériale. On assure que le prince Napoléon emportera pour Victor-Emmanuel une lettre de l'Empereur dans laquelle serait exposé le nouveau plan de Sa Majesté pour la solution de la question romaine. On prétend également que le prince va jeter les bases d'un nouveau traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Italie. Bref, l'importance des rumeurs s'accroît à mesure que s'approche l'instant du départ de Son Altesse Impériale, ce qui est loin d'ajouter à la réalité de tous les *on dit*.

Dans les cercles diplomatiques, on révoque formellement en doute l'authenticité de la lettre de Victor-Emmanuel à l'empereur Napoléon, qu'analysait avant-hier le télégraphe et dont les *Nationalités* nous apportaient hier le prétendu texte officiel. Dans les mêmes régions, on estime que le général de Goyon a dû quitter Rome hier, pour se rendre à Paris, par suite de l'invitation qu'il en a reçue du ministre de la guerre. Quant au départ de M. de Lavalette pour retourner à son poste, il doit toujours avoir lieu, mais aucun jour n'est fixé jusqu'à présent à son sujet.

Une dépêche de Florence confirme que Mme de Lavalette s'est arrêtée dans cette ville, suspendant son retour à Paris, sur la nouvelle du départ de son mari pour Rome.

On prétend aussi que M. de Lavalette a eu depuis samedi une entrevue chaque matin avec l'Empereur. Enfin hier dans le conseil des ministres ont dû être arrêtées toutes les instructions du prince Napoléon. Il y aurait eu aussi réunion du conseil privé, et l'on parle de la présence de l'Impératrice, ainsi que de celle du cardinal Morlot, qui a combattu jusqu'au dernier moment la politique qui vient de triompher.

On prépare actuellement, dit-on, au ministère des affaires étrangères une dépêche ministérielle aux agents diplomatiques français à l'étranger sur les affaires de Rome.

Une dépêche annonce que les Français marchent sur Mexico, tandis que les Espagnols et les Anglais retournent à Vera-Cruz.

Lord Cowley se rend très fréquemment, depuis quelques jours, au ministère des affaires étrangères, et l'on remarque d'autre part un échange très actif de dépêches officielles entre Londres et Paris. Ce mouvement diplomatique aurait, dit-on, pour objet l'élaboration d'une nouvelle convention relative au Mexique, dans le but de préciser davantage la portée de l'intervention des alliés, aussi bien que la coopération active de l'Angleterre.

De même que le *Times*, le *Morning-Post* croit que la réception splendide faite au Roi d'Italie à Naples refute toutes les calomnies publiées sur la situation de ce pays. Le *Morning-Post* ajoute que la solution de la question romaine approche. Le *Morning-Herald*, d'un avis contraire, soutient que, malgré cette réception, les provinces du Sud sont encore à conquérir. Il ajoute que le Pape préférera peut-être se retirer dignement, plutôt que de rester dans une position rendue intolérable par de continuelles intrigues.

Des journaux de Madrid prétendent que M. Mon serait sur le point de revenir à Paris et que son retour précipité serait motivé par des difficultés résultant de la question du Mexique.

Le *Pays* croit pouvoir assurer que cette nouvelle est controuvée, M. Mon, si nous sommes bien informés, ne reviendra prendre possession de son poste d'ambassadeur à Paris qu'après la clôture du Congrès.

A la date des dernières nouvelles du Mexique, les Espagnols avaient fait le même mouvement en arrière que les Français, conformément à la convention de la Soledad, pour prendre le mouvement d'offensive et marcher sur Mexico. Les troupes mexicaines ont fait aussitôt occuper les défilés qui se trouvent sur la route conduisant à Mexico. La plus grande partie des commerçants et industriels étrangers ont abandonné cette capitale.

J. REBOUX.

Le *Temps* a reçu communication d'une lettre de Washington, en date du 22 avril, écrite, dit-il, par une personne en position d'être bien renseignée :

« Cette lettre affirme que M. Mercier, ministre de France près le gouvernement des Etats-Unis, est parti pour Richmond, *sur l'invitation pressante et répétée de M. Jefferson Davis, président des Etats confédérés*, et elle ajoute que le ministre de France a communiqué à M. Lincoln, comme l'exigaient les convenances diplomatiques, la cause et le but de son voyage.

» On croyait savoir à Washington, que M. Jefferson Davis, voyant s'approcher le moment d'une défaite définitive, aurait voulu recourir à l'intervention ou aux bons offices de la France. Ainsi tombent toutes les insinuations de nos journaux soi-disant officieux. Il tombait d'ailleurs sous le sens que M. Mercier, accrédité auprès du cabinet de Washington, ne pouvait avoir été chargé par le gouvernement français d'une mission auprès d'un gouvernement que le cabinet de Washington considère non-seulement comme ennemi, mais comme rebelle. » — L. Legault.

On lit dans le *Pays* :

« On calcule que la production totale du coton dans les pays adonnés à la culture de ce textile a été, en 1860, de 5.424.000 balles, dont 4.675.700 fournies par les Etats Unis, 103.300 par le Brésil, 135,160 par l'Egypte, 600,000 par les Indes orientales, et 9,800 par les Indes occidentales.

» La consommation des Etats-Unis qui, en 1826, était de 103,483 balles, s'est élevée, en 1859-1860, à 93,262 balles.

» De 1855 à 1859, la consommation moyenne des diverses nations de l'Europe en coton des Etats-Unis s'est répartie comme suit : la Grande-Bretagne, 67 0/0; la France, 16; les autres pays, 17. De 1830 à 1834, la part de l'Angleterre avait été de 74 0/0 ; celle de la France de 22 0/0 ; celle des autres pays de 4 0/0. » — N. Castera.

Italie.

On assure que Garibaldi a refusé d'aller en Grèce, mais qu'il accepterait une offre semblable venant des Serbes, des Herzégoviens, des Monténégrins, des Slaves, parce que le soulèvement de ces peuples peut amener la perte de l'Autriche ; on croit même que Garibaldi ne tardera pas à se rendre dans ces provinces.

Le refus de Menotti-Garibaldi d'accepter le commandement des carabiniers génois est l'objet de beaucoup de commentaires.

Garibaldi est parti de Desenzano le 1er mai, se rendant à Trescorre, où il passera huit à dix jours. A son passage à Pozzolengo, il a dit entr'autres choses :

« Oui, à Venise, et bientôt, je l'espère... Mais, pour aller à Venise, il faut s'y préparer en imitant la bravoure de nos bersagliers qui sont le modèle des armées d'Europe. Oui, nos braves bersagliers marcheront à l'avant-garde le jour où nous irons donner une bonne bastonnade aux ennemis du pays. »

On écrit de Marseille, le 2 mai :

« Le duc de San-Cesario, porteur de dépêches du gouvernement papal, est parti pour Paris. On prétend qu'il est chargé de remettre à l'empereur une lettre autographe de Sa Sainteté.

Amérique.

Nous recevons aujourd'hui les nouvelles suivantes par les journaux et correspondances d'Amérique apportés en Europe par l'*Asia* et allant jusqu'au 23 avril :

Nous avons dit déjà que le voyage de M. Mercier à Richmond avait donné lieu aux plus bizarres suppositions, tant à Richmond qu'à Washington et à New-York. Les journalistes virginiens continuent à se livrer à toutes sortes d'hypothèses, dont la plupart sont inacceptables. Ainsi, suivant l'*Examiner* du 18, le ministre de France « serait venu voir quel traité de commerce le gouvernement confédéré serait disposé à conclure avec la France. »

Sur quoi, le *Richmond Dispatch* dit qu'on applaudirait fort à un traité qui assurerait à la France de grands avantages commerciaux, à condition qu'elle accorderait aux confédérés l'accès que leurs ennemis ont à ses arsenaux et à ses fonderies. « Nous avons besoin d'armes et de munitions, dit le journal séparatiste, et si nous en eussions eu en quantité suffisante au commencement de la guerre, il y a longtemps qu'elle eût été terminée.

» Rien n'est donc plus à désirer qu'une déclaration de la France, portant qu'elle ne respectera pas davantage un blocus qui, après tout, n'existe que sur le papier, un blocus tout-à-fait semblable à celui que l'Angleterre imposa à la France au commencement de ce siècle, enfin un blocus tout-à-fait contraire à l'interprétation du traité de Paris, et que plus de 500 navires ont déjà forcé. »

Le *Dispatch* publie en outre la note suivante, qui lui a été communiquée par le docteur Lemoine, Français de la Louisiane :

« Le baron Mercier a ouvert des négociations avec M. Benjamin, secrétaire d'Etat, et le Congrès s'est décidé à demeurer à son poste durant l'importante mission du ministre de l'Empereur. Il sera conclu quelque arrangement avec le président de la confédération et cet arrangement sera la parfaite reconnaissance par la France de notre indépendance des anciens Etats-Unis. »

Ce docteur Lemoine, selon l'*Express*, de Petersburg, a eu de son côté un long entretien avec le ministre français. Le même journal, qui est certainement dans le vrai, assure que rien n'a transpiré de l'entrevue de MM. Mercier et Benjamin. Les suppositions de l'*Examiner* et du *Dispatch* ne sauraient donc reposer sur aucun fondement sérieux. Il faut attendre encore pour connaître le vrai but et les résultats du voyage du ministre de l'Empereur à Richmond, voyage qui fait naître tant d'espérances, au Nord aussi bien qu'au Sud.

LA DISETTE DU COTON. — PEUT-ON ESPÉRER D'EN FINIR.

Le stock en coton, qui existe en ce moment en Angleterre, représente à peu près le travail de six à huit semaines ; ainsi qu'on le prévoyait et que nous le constations à la fin de l'année 1861, les manufactures anglaises pourront marcher jusqu'à la fin de 1862 ; mais passé ce temps, si le différend américain n'a pas reçu une solution quelconque, permettant la reprise de l'exportation du coton brut du Sud, la fabrique anglaise devra s'arrêter faute de matière première.

Ces prévisions sont en train de se réaliser. Le différend américain, loin de s'acheminer à une solution, semble se compliquer de jour en jour davantage, et menace de s'éterniser ; si les confédérés sont battus sur divers points et obligés de se replier, leur résistance, pour être moins brillante, n'en est pas moins sérieuse et efficace. Leur retraite ressemble à celle des Russes dans la campagne de 1812 ; et les fédéraux auraient-ils à leur tête des

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 9 MAI 1862.

— N° 2. —

LES ÉTRENNES DU BON DIEU

II. (SUITE).

Les deux jeunes filles suivirent l'enfant, et bientôt on arriva rue Mazarine.

— C'est ici, dit l'enfant en s'arrêtant devant une maison d'assez médiocre apparence : l'escalier au fond du corridor et tout en haut. Mais il faut vous le dire, oh ! ce n'est pas brillant chez nous, mesdemoiselles, murmura-t-il presque d'un air de honte.

— Mon petit ami, ce n'est pas la chambre que nous allons voir, mais votre maman. Mieux valent de bons cœurs que de beaux meubles.

Et on monta les six étages.

— Maman ne dort pas, dit l'enfant qui avait ouvert avec précaution la porte de la mansarde. Entrez, s'il vous plaît, mesdemoiselles. Maman, ce sont des personnes bien aimables qui viennent pour te voir et te souhaiter la bonne année.

— A moi ? dit la mère avec l'accent de la surprise, en se soulevant sur son séant.

A la vue des jeunes filles dont le visage lui était complétement inconnu, plus étonnée encore, elle murmura :

— Mesdemoiselles ou mesdames, il y a méprise sans doute, et vous vous trompez de porte ; car vos traits, vos figures, toutes charmantes d'ailleurs, je ne me les rappelle en aucune façon, et mes souvenirs...

— Ne cherchez pas davantage, dit Hélène, car vous chercheriez, madame, inutilement. Nous nous voyons en effet pour la première fois. C'est bien à vous pourtant que s'adresse notre visite. J'espère qu'elle ne vous semblera pas indiscrète, surtout quand vous saurez dans quelles circonstances nous nous permettons une pareille démarche. Ce n'est point une vaine curiosité qui nous a conduites ici, ma sœur et moi, mais une sympathie profonde, un intérêt des plus vifs, qui n'a pu que s'accroître depuis que nous vous avons vue. Oh ! oui, ajouta la jeune fille en jetant un furtif coup d'œil dans la mansarde, où quelques vieux meubles, derniers et tristes débris d'une meilleure fortune, ne trahissaient que trop la gêne et le dénuement extrême.

Hélène raconta en peu de mots sa rencontre avec l'enfant et leur conversation, qui avait motivé et excusait, espérait-elle, sa visite. Elle termina en tirant de sa poche la provision d'oranges.

— Et vous me parlez d'excuses, mademoiselle ! dit la jeune femme dont les yeux se remplirent de larmes. Vous craignez l'indiscrétion, vous qui venez, oh ! envoyées par le bon Dieu certainement, visiter la pauvre abandonnée, vous qui m'apportez, par votre douce présence, la plus grande, presque la seule consolation que j'ai eue depuis six mois que tous les malheurs m'ont accablée ! Ah ! si vous saviez toutes mes douleurs, toutes mes angoisses, et sans jamais avoir personne à qui pouvoir les dire !

— Oh ! mais maintenant parlez, parlez, pauvre dame ; laissez s'épancher votre cœur gros de larmes, s'écria Gabrielle avec élan, car ce ne sont pas des oreilles seulement, mais des cœurs, des cœurs sympathiques qui vous écoutent. Vous parlez à des chrétiennes, à des amies, à des sœurs.

— Je le sens là, dit l'infortunée appuyant la main sur sa poitrine. Je lis dans vos yeux la vraie bonté, la tendre compassion. Oh ! soyez bénies mille fois, soyez bénis d'avoir eu pitié de la pauvre délaissée ; que le bon Dieu vous en récompense. Mon histoire d'ailleurs est bien simple, quoique bien triste, et je pourrai la raconter en quelques mots.

III

Mariée de bonnes heure par mes parents, morts depuis, j'habitais la ville de L..., où plusieurs années je vécus heureuse. Mon mari payait ma vive affection d'une tendresse égale. A défaut de patrimoine, une place de sous-chef dans les bureaux de la préfecture nous donnait une grande aisance. Mais nous avons le tort, cherement expié depuis, de ne pas assez songer à l'avenir. Peu ou point d'économies ; la recette s'équilibrait avec la dépense, et encore pas toujours, parce que mon mari, dans l'entraînement d'une générosité irréfléchie, ouvrait trop facilement sa bourse à ses amis. Puis ce pauvre Jules, par l'illusion d'un fatal amour-propre dont je n'étais pas tout à fait exempte, insistait sur la nécessité de tenir son rang, et, comme il disait, me voulait certain luxe de toilette. « La femme d'un employé, me répétait-il, ne peut aller vêtue comme celle d'un artisan. Tu ne dois pas te mettre plus mal que madame une telle, madame une telle (et il me citait les femmes de certains de ses collègues guère plus sages que nous). Veux-tu donc que moi j'aie à rougir de te donner le bras ? » Par condescendance, par respect humain, et, je dois l'avouer, un peu aussi par coquetterie, je cédais. Il résulta de tout cela des dettes dont le chiffre alla grossissant et qui aboutirent enfin à des scènes fâcheuses à un espèce de scandale dans la ville. Le contre-coup s'en fit bientôt sentir dans les bureaux de la préfecture. Mon mari fut mandé dans le cabinet du préfet et réprimandé vertement, non par celui-ci, mais par un jeune conseiller faisant les fonctions du secrétaire général. Dans la fatuité de son inexpérience, sans tenir compte des services rendus à l'administration par mon mari, aussi zélé que capable, ce monsieur le traita comme un magistrat de village fait d'un bambin d'écolier. Mon mari, chez lequel un cœur excellent n'empêchait point par malheur la violence d'un caractère hautain et presque indomptable, répondit avec colère en donnant séance tenante sa démission ; elle fut acceptée, et il s'obstina plus tard à ne faire aucune démarche pour qu'on la lui rendît, ce que des amis nous disaient possible. On l'avait séduit par la promesse d'une place à Paris dans une grande entreprise industrielle qui se créait, disait on, sous les plus brillants auspices, et il fut décidé que nous irions chercher fortune dans la capitale, cette autre Gallifornie des pauvres provinciaux qui viennent ici le plus souvent pour n'y trouver que la misère et les déceptions. Nous partîmes n'emportant rien ou peu de chose, et laissant là-bas quelques dettes encore, le produit de la vente du mobilier n'ayant pu suffire à tout payer. Nous arrivâmes à Paris dans ces conditions fâcheuses. Mon mari cependant obtint presque aussitôt la place en question ; il toucha même sur ses appointements un à-compte qui nous permit de nous meubler, mais plus que modérément. Nous nous croyions sauvés ; illusion, hélas ! La fameuse entreprise échoua comme bien d'autres, ou plutôt resta à l'état de projet, j'allais dire de chimère ; mon mari fut remercié, et, malgré de continuelles et infatigables démarches, plusieurs mois s'écoulèrent sans qu'il lui fut possible de trouver autre chose. Parlez-moi d'un bon état pour un homme ; je ne sais pas de pire ressource que celle d'une place soumise à tant d'éventualités, d'une place... à trouver surtout.

Nous vivions, le bon Dieu sait comment ; d'un chétif travail de couture que j'étais parvenue à me procurer dans une maison de confection. Mais mon mari souffrait horriblement dans son orgueil et dans son cœur de cette situation. Il n'avait pas comme moi le bonheur de ces divines croyances qui nous expliquent les misères de la vie et font qu'on se résigne au jour de l'épreuve. Lui, broyé par le malheur, niait la Providence ou la blasphémait. Et un matin, il y a de cela six mois... Pardon, mesdemoiselles, si je m'arrête un peu, dit la pauvre femme s'interrompant avec des sanglots, mais ces souvenirs sont si terribles...

— Pauvre dame, n'en dites pas davantage si ce récit vous fait mal. Hélas ! le reste, nous le devinons, murmura Gabrielle.

— Oui, mademoiselle, oui, l'infortuné, et c'est là pour moi un surcroît de douleur, son affection pour nous n'allait pas jusqu'au sacrifice de son amour-propre, jusqu'à cette mâle d'abnégation de la tendresse sans égoïsme, ou plutôt sa raison